

## **Comment faire participer les citoyens aux grands choix nationaux ?** L'exemple du débat sur l'énergie : imaginons un débat participatif national de qualité !

Paris, 14 mai 2012.

Organisation : Judith Ferrando et Pierre-Yves Guihéneuf

---

La question d'un débat public sur les choix énergétiques a été évoquée pendant la campagne électorale présidentielle de 2012. La question énergétique est complexe ; elle est à la fois comportementale, économique, écologique, sociale et politique. Les dimensions techniques sont importantes, les incertitudes fortes. Les acteurs, qu'ils soient publics ou privés, qu'ils soient décideurs, experts ou usagers, ont des capacités d'influence et d'action très inégales.

Sur un tel sujet, comment organiser un débat réellement participatif, productif et rassembleur à l'échelle d'un pays comme la France ? Comment mobiliser le plus grand nombre tout en rentrant dans la complexité des questions à traiter ? Comment articuler de façon efficace délibération et décision ? A quelles conditions les parties prenantes pourraient-elles interagir dans un débat permettant de dégager une (ou des) politique(s) publique(s) d'avenir ? Quelles garanties leur donner pour qu'une telle dynamique soit suivie d'effets ?



Plusieurs antécédents existent : le modèle du Grenelle de l'environnement, celui du débat sur l'identité nationale, celui sur les nanotechnologies et d'autres encore. Tous ont des intérêts et des limites. Au vu des récents débats sur la participation, des expériences menées dans d'autres pays et des acquis de notre propre pratique, pouvons-nous imaginer ce que pourraient être les modalités d'un débat national de qualité ?

C'est pourquoi l'Institut de la Concertation a proposé d'organiser, le 14 mai 2012, un exercice pratique de réflexion partagée et de co-construction qui a regroupé une trentaine de personnes et qui a permis de débattre ensemble de ce que pourrait être un « véritable » débat national sur l'énergie. Des propositions initiales ont été apportées par Philippe Marzolf et par la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'Homme.



Les principales conclusions de ces échanges sont résumées ici sous forme synthétique. Elles n'engagent pas l'Institut de la Concertation et doivent être considérées comme une « pluie d'idées », première étape d'une réflexion qui mérite d'être poursuivie.

## 1. Comment organiser le débat ?

### A. Objectif et principe

Objectif : préparer la loi prévue mi-2013 sur l'énergie.

Principe : établir un cadre transparent et participatif

### B. Un comité de pilotage pour poser le cadre du débat national

- Création sous la forme Grenelle (5 acteurs + 1: collectivités locales, salariés, employeurs, associations, personnes morales associés + état [parlement]) et une représentation citoyenne par tirage au sort.
- *Points de débat :*
  - *Ajouter ou non une représentation citoyenne ? Sous quelles conditions d'accès ?*
  - *Participation d'une autorité garante dès le comité de pilotage ?*

### C. Un débat national décentralisé

- Etablir un système d'aller-retour national (cadre) – local (tenue des débats)
- *Point de discussion : appui sur des structures locales existantes, ou mise en place d'instances de pilotage décentralisées ad hoc ?*

### D. Une phase préalable d'information / sensibilisation

- Prévoir 6 mois minimum d'information avant l'ouverture du débat pour permettre à chacun de pouvoir participer.
- Créer un document facile à lire et à utiliser.
- Quelle garantie de transparence et d'objectivité/d'expression de tous les points de vues ? Nécessité d'un comité scientifique ou éthique (cf. point 3)

### E. La nécessité d'un garant fort pour une animation de qualité des débats

## 2. Comment donner envie ?

### A. Comment mobiliser ? Comment et où amorcer la mise en débat ?

- En s'appuyant sur les réseaux existants (associations, institutions, société civile organisée), y compris les réseaux sociaux
- En s'appuyant sur les instances participatives (conseils de quartier...)
- En s'adressant aux enfants
- En organisant du débat là où les gens sont : dans les établissements scolaires, dans les grandes et petites entreprises.
- En allant vers les gens : porte à porte ...
- En pariant sur l'envie latente de participer

### B. Quelles formes ? Quelles manières de faire pour donner envie ?

- Impliquer fortement les médias, à la fois pour informer sur la tenue du débat et pour relayer l'information sur le contenu
- Varier les formes du débat pour le rendre attractif : du ludique, du festif, de l'événementiel, de la convivialité, de l'artistique et des artistes
- Donner les moyens à tous de comprendre les enjeux du débat et d'y prendre part : de la pédagogie et de la vulgarisation, pour une prise de conscience individuelle et collective
- Garantir le sérieux : une méthode claire, cadrée et respectée, indiquant le lien entre débat et décision politique

- Viser à une complémentarité des formes du débat (rencontres physiques, utilisation d'internet, animations originales)
- Des « carottes » : 10% de réduction de la facture énergétique ? 1 mois de carburant offert ? un repas offert ?
- Attention à bien organiser un processus d'apprentissage collectif et non pas un information infantilissante.

### **C. Quel contenu du débat pour donner envie ?**

- Argumenter sur les bénéfices pour les citoyens de participer au débat
- Veiller à bien relier les enjeux locaux/ nationaux/ planétaires
- Veiller à bien relier vie quotidienne / choix de politique générale, en faisant le lien entre les dimensions consommation / pouvoir d'achat/ emploi, et/ou en recourant à des outils comme le coach carbone (pour faire le lien entre modes de vie du ménage, consommation d'énergie et émissions de CO<sub>2</sub>)
- Faire réagir sur des scénarios contrastés de choix énergétiques
- Autre option : partir des besoins des citoyens
- Avoir un point de sortie du débat mobilisateur : par ex, le débat comme lieu de préparation de la position française pour les négociations internationales de 2015.

**En bref, il y a unanimité sur le fait que pour que le débat soit largement participatif, il faut à la fois une information sur les enjeux approfondie et accessible et des formes variées et non conventionnelles de débat.**

Toutefois, il peut y avoir **des arbitrages nécessaires entre plusieurs approches** :

- Parier sur une envie latente de participation des citoyens ou trouver des « carottes », notamment pour les plus éloignés du débat public ?
- Aller mobiliser directement les citoyens « ordinaires » chez eux ou dans les lieux collectifs qu'ils fréquentent ou parier sur la société civile organisée comme relais pour la mobilisation et la mise en débat ?
- En termes d'information préalable, partir des enjeux collectifs liés aux choix énergétiques ou partir des enjeux individuels ?
- En termes de posture : former les citoyens pour qu'ils comprennent le débat ou se donner les moyens de faire émerger une expertise partagée nouvelle, débouchant sur de nouvelles pratiques ?

### **3. Quels risques ? Ce qu'il faut éviter.**

- A. Une focalisation sur le nucléaire ... ou un évitement de la question du nucléaire : attention à bien définir le périmètre géographique et thématique**
- B. L'enfermement dans un débat technique, monopolisé par les experts et les lobbies**
- C. Une réduction à une approche territorialisée uniquement (en perdant la dimension nationale)**
- D. Une réduction du débat par la procédure « référendum » qui oblige à une prise de position binaire**
- E. Une complexité trop forte de l'information. Il faut pouvoir garantir :**
  - a. Une pluralité et un équilibre dans l'expression des acteurs
  - b. La tenue d'un débat contradictoire, tout en dépassant les affrontements stériles
  - c. Une pédagogie ludique et attractive
  - d. Un choix juste dans l'information à partager, en partant des besoins de repères partagés



Pour prévenir ces risques, il est nécessaire de disposer **d'une instance garante de l'information** type comité d'éthique ou comité scientifique et d'une instance garante de la méthode type comité de pilotage.

#### 4. Comment garantir le lien entre débat et décision politique ?

- A. **Intégrer le débat dans le processus parlementaire : le résultat du débat doit nourrir une proposition de loi**
- B. **Rendre les parlementaires redevables de leur choix, en motivant leurs amendements (et en donnant les moyens d'une surveillance citoyenne)**
- C. **Prévoir un référendum (ce point fait débat : sur quoi faire porter la question du référendum ?)**

#### 5. Qui doit participer ?

- A. **Tous les citoyens, dans leur diversité :**  
Les habitants, les usagers, les non inscrits sur les listes électorales, les enfants, les jeunes, les exclus de la démocratie, ceux pour qui l'énergie grèvent vraiment leur budget...
- B. **La société civile organisée**  
Les associations, les ONG, les corps constitués, les syndicats
- C. **Les élus**  
Les élus locaux, les parlementaires
- D. **Les entreprises du secteur de l'énergie**
- E. **Les intellectuels**

#### Points de vigilance :

- Penser l'articulation entre une démarche qui inclue les parties prenantes et une démarche qui inclue les citoyens : en parallèle ? À suivre l'une de l'autre ?
- Penser également l'articulation entre local et national : on participe toujours à un niveau local... pour parler d'enjeux locaux et/ou nationaux.

#### Quelle universalité du débat ? Deux options retenues :

- un débat ouvert à tous, qui peut prendre différentes modalités mais toujours ouvert à tous, et posant les mêmes questions à tous (option universaliste)
- Un débat ouvert à tous mais ciblant certains publics spécifiques en adaptant les messages, les modalités de débat, les questions posées au public spécifique qui est recherché : des modalités spécifiques pour travailler avec les scolaires, un questionnement spécifique pour les salariés d'une entreprise du secteur de l'énergie...

#### 6. Quel suivi et quelle évaluation ?

- A. **Mise en place d'une instance d'évaluation** (avec une composition type Grenelle de l'environnement, avec une capacité de saisine) en charge du suivi des engagements post-débat et de l'évaluation des effets du débat
- B. **Quels effets évaluer ?**
  - a. les changements de comportement des citoyens en matière d'énergie

- b. Les politiques publiques nationales et locales en matière d'énergie
- c. L'impact territorial sur le plan social et économique
- d. Les opinions du grand public en matière d'énergie

## 7. Quels impacts attendre du débat ?

### A. Information du grand public

- En amont, l'information est la **condition** d'un bon débat (a)
- En aval, l'information est le **résultat** d'un bon débat (b)

Les critères de réussite sont ici **quantitatifs**, en termes de personnes touchées : contributives (a) ou informées (b). L'enjeu de la diffusion, c'est que si tout le monde ne participe pas, néanmoins « nul n'est sensé ignorer le débat ». La question du nombre peut s'entendre de deux manières distinctes et cumulatives : un maximum de personnes touchées et informées à la suite du débat et un maximum de personnes mobilisées et formées au sein du débat.

### B. Les impacts sur l'énergie

- Changement de comportements individuels.
- Politiques publiques nouvelles : prise de décision.
- Nouvelle vision à long terme, loi cadre : qu'il y ait un avant et un après débat.

### C. Les impacts sur la politique et la fabrique de l'action publique

- Un nouveau rapport entre élus et citoyens : La concrétisation d'une ambition d'une dynamique renouvelée de coopération, de coproduction et de dialogue constructif dans les politiques publiques
- La valeur d'exemple de ce débat, avec à sa suite une modélisation, une institutionnalisation d'un référentiel pour un débat public national.